



**PRÉFET
DE L'ORNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial

Bureau de la coordination interministérielle
et de l'environnement

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE N° 1122-23-20-031

LISI AUTOMOTIVE NOMEL
Commune de LA FERTÉ EN OUCHE (61550)

Le préfet de l'Orne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6 et L. 171-8 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L. 121-1 et L. 122-1, L.231-1 à L.231-6 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite Directive IED ;

Vu le décret du 12 janvier 2022 du Président de la République nommant monsieur Sébastien JALLET, préfet de l'Orne ;

Vu le décret du Président de la République du 17 août 2021 nommant madame Marie CORNET, secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 07 novembre 2022 donnant délégation de signature à madame Marie CORNET, secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, relatif aux rejets de toutes natures des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 modifié relatif aux ateliers de traitement de surface (rubrique n°2562) ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;



Vu l'arrêté ministériel du 30 août 2010 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n°2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : « Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage » ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques no 4440, 4441 ou 4442 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normandie en vigueur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2003 complété le 10 octobre 2007, 15 décembre 2009, 18 juillet 2011, 10 juillet 2013, 24 septembre 2014 et 9 mars 2022 autorisant la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL à exploiter les installations classées de son établissement de La Ferté-Frênel implanté au lieu-dit « La Forêt du Château » sur la commune de la FERTÉ EN OUCHE ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 9 avril 2010 actant le changement de raison sociale de la SOCIETE ACUMENT LA FERTE FRESNEL au profit de la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL ;

Vu le rapport de l'inspection en date du 6 mars 2023 faisant suite à l'inspection du 14 février 2023, et transmis à l'exploitant par courrier en date du 6 mars 2023 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu les remarques de l'exploitant en date du 23 mars 2023 sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que la canalisation de rejet dans la Charentonne des effluents de la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL est partiellement bouchée depuis plusieurs mois, cette situation conduisant à devoir réduire les volumes d'effluents rejetés et à concentrer les effluents produits ;

CONSIDÉRANT que les actions engagées jusqu'à présent pour rétablir un débit de rejet nominal (modification du profil de la canalisation, curage de la canalisation) n'ont pas réglé la situation ;

CONSIDÉRANT que, dans le même temps et conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2022, la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL a engagé une étude technico-économique visant à améliorer les performances de la station de traitement physico-chimique et en vue de permettre un

rejet compatible avec les objectifs de retour au bon état de la Charentonne fixé par le SDAGE en vigueur ;

CONSIDÉRANT qu'en raison du bouchage de la canalisation de rejet et depuis plusieurs mois, la situation s'étant dégradée depuis octobre 2022 et au regard des résultats d'autosurveillance transmis, la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL ne respecte pas les valeurs limites de rejets imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} octobre 2003 modifié, notamment en nickel, zinc, chrome et en azote global, en concentration mais également en flux, en sortie de la station de traitement physico-chimique des effluents ;

CONSIDÉRANT que la station de traitement physico-chimique des effluents n'est actuellement pas conçue pour traiter l'azote, ce qui conduit l'exploitant, à ce stade, à ne pas respecter les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2003 modifié en ce qui concerne les différentes formes d'azote ;

CONSIDÉRANT que l'étude technico-économique prescrite par l'arrêté préfectoral du 9 mars 2022 porte également sur la capacité de la station de traitement à traiter l'azote et doit conduire à proposer des solutions d'abattement complémentaire pour ces paramètres, et en particulier que l'absence de connaissance de la forme d'azote rejetée au milieu naturel ne permet pas de conclure quant à la compatibilité avec le bon état de la masse d'eau, mais qu'à ce titre il convient d'attendre les données sur la forme chimique de l'azote rejetée ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où de forts dépassements des valeurs limites de rejets constatés créent une pollution non maîtrisée pouvant influencer sur la vie aquatique (teneur en oxygène, eutrophisation...) ou pour les écosystèmes (accumulation de substances toxiques) ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire du 9 mars 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'une période minimale de 6 semaines est nécessaire pour garantir un retour au respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux ;

CONSIDÉRANT que ce retour à la normale doit par ailleurs être justifié par la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL en fournissant tous les éléments d'appréciation nécessaires par rapport aux actions mises en place ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT la réponse de l'exploitant du 23 mars 2023 au contradictoire, faisant état de l'arrêt des installations de traitements de surface et de la station de traitement physico-chimique des effluents liquides associés depuis le 20 février 2023, pour une durée de plusieurs semaines encore indéterminée. Qu'en conséquence, cette situation conduit à :

- traiter les effluents produits par la ligne de phosphatation comme des déchets ;
- solliciter un report de la date de remise de l'étude technico-économique précitée ;
- proposer l'arrêt de la ligne de zingage pour une durée de 6 mois, le temps d'étudier les différents scénarios possibles de reprise d'exploitation.

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Orne.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société LISI AUTOMOTIVE NOMEL, sise La Forêt du Château – La Ferté Fresnel – 61550 LA FERTÉ EN OUCHE, est mise en demeure de respecter, sous deux mois à compter de la date de redémarrage des installations de traitement de surface et de la station de traitement des effluents associés, les prescriptions prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022 concernant le rejet de la station de traitement physico-chimique des effluents, et reprises ci-dessous, en mettant en œuvre les moyens nécessaires pour que l'ensemble des paramètres réglementés (concentrations et/ou flux) soit inférieur à la valeur limite d'émission imposée par le même article :

« Valeurs limites de rejet des eaux industrielles résiduaire »

En sortie de station de détoxification (avant mélange avec les eaux issues de la station biologique) :

- débit journalier maximal : 140 m³/j
- pH : compris entre 6,5 et 8,5
- température : inférieure à 30° C

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	25	3,500
DCO	200	28,000
P total	1	0,140
NGL	40	8,000
Nitrites	20	2,800
Nitrates	-	0,000
Ammonium (NH ₄ ⁺)	-	0,000
NKJ	-	0,000
Fer	3	0,420
Zinc	2	0,280
Nickel	0,1	0,014
Chrome total	0,18	0,020
Fluor	0,5	0,070
Trichlorométhane (chloroforme)	0,1	0,014
AOX	2,5	0,200

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.

Dans le cas d'une auto-surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures journalières peuvent dépasser les valeurs limites prescrites sans en dépasser le double. »

En conséquence, la présente mise en demeure sera considérée levée si l'exploitant justifie le respect total des valeurs limites pour une durée de 6 semaines consécutives à compter de l'entrée en application du présent arrêté, à l'exception des valeurs concernant les différentes formes d'azote. L'exploitant tient informé l'inspection des installations classées des mesures prises ou prévues pour le respect du présent arrêté (date de remise en service des installations de traitements de surfaces et de la station de traitement des effluents, débouchage de la canalisation, réduction de la production, travaux sur l'outil épuratoire, traitement des effluents comme déchets, etc.).

ARTICLE 2 : Sanctions

Faute pour la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1^{er} du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : Recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Caen en application des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de la justice administrative. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Il peut être fait appel à cet effet au site internet : <https://www.telerecours.fr/>.

ARTICLE 4 : Notification et Publication

Le présent arrêté est notifié à la société LISI AUTOMOTIVE NOMEL, représentée par son directeur opérationnel M. Jean-Marc MONTHEAN, située au lieu-dit « la forêt du Château » – La Ferté Fresnel - 61550 LA FERTÉ EN OUCHE.

Ce dernier sera publié sur le site internet des services de l'État dans de l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

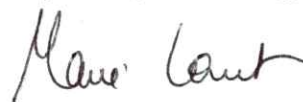
Il sera affiché en mairie par les soins du maire de LA FERTÉ EN OUCHE pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

ARTICLE 5 : Exécution

La Secrétaire générale de la Préfecture de l'Orne, le maire de la commune de LA FERTÉ EN OUCHE, ainsi que le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le **03 AVR. 2023**

Pour le préfet,
La sous-préfète, secrétaire générale



Marie CORNET